

L'œil de Pékin à la frontière birmane

Le Monde_31 decembre 2007

Aung Kyaw Zaw, 56 ans, dit qu'il a eu trois vies. La première, il l'a vécue à Rangoon, où il était étudiant. La deuxième, il la passa dans les jungles de haute Birmanie, quand il commandait un détachement de guerriers de la minorité wa enrôlés dans l'armée du désormais quasi défunt parti communiste birman (CPB). La troisième, c'est ici, à Ruili, ville de la frontière sino-birmane, sise à l'extrémité sud-ouest de la province du Yunnan, qu'il continue de la vivre. Dans l'amertume d'un exil un peu étrange : son parti, qui guerroya contre Rangoon, fut naguère soutenu et armé par la Chine, mais celle-ci soutient et arme aujourd'hui la junte militaire de Birmanie...

"U" Kyaw Zaw, victime des revirements de l'Histoire, est une sorte de représentant officieux de l'opposition de son pays sur cette drôle de frontière où lui et d'autres militants anti-junte sont à la fois tolérés et surveillés par le régime pékinois. Qui a pris la précaution de maintenir un certain niveau de dialogue avec ces derniers en cas de bien improbable écroulement du régime du général Tan Shwe et d'arrivée au pouvoir de l'opposition. D'où cette situation aussi paradoxale qu'inédite pour ces réfugiés politiques de Birmanie. Kyaw Zaw reçoit dans une chambre encombrée d'affiches et de portraits d'Aung San Suu Kyi, figure clef de l'opposition birmane, chef de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), Prix Nobel de la paix, qui vit en réclusion forcée dans sa résidence de Rangoon depuis 1989. Au-dessous, on entend les conversations de la maison de thé où se réunissent exilés birmans de Ruili ou commerçants de passage qui ne cessent de franchir la frontière toute proche.

Aung Kyaw Zaw a beau connaître du "beau linge" dans les milieux chinois, il ne se fait pas d'illusions sur la volonté de Pékin d'infléchir sa politique birmane. "J'ai livré beaucoup de batailles", explique d'un ton un peu nostalgique cet homme au crâne rasé vêtu d'un blouson de cuir. Sa diction précipitée charrie un mélange d'anglais un peu laborieux et de chinois de contrebande. "Dans les jungles, j'ai été gravement blessé à la main gauche par l'explosion d'un mortier", raconte-t-il en montrant ses doigts raides. "Mes ultimes batailles ont été diplomatiques, afin d'essayer de convaincre tous mes amis chinois de faire changer Pékin de politique vis-à-vis de la Birmanie. Je connais beaucoup de monde : universitaires, policiers, militaires. Je n'ai pas réussi à les convaincre."

Selon lui, la cause paraît entendue : la stratégie de Pékin à l'égard de la Birmanie, en dépit de récentes prises de positions qui ont pu faire penser à la communauté internationale que la Chine était prête à peser de tout son poids sur la junte pour amener cette dernière à négocier, n'aurait en fait guère évolué. S'il est toléré, notre homme le doit aussi à la personnalité de son père : le brigadier Kyaw Zaw, l'un des héros de l'indépendance birmane puis haut responsable militaire du parti communiste de son pays, ami de toujours de la Chine. Le 6 décembre 2007, sur The Irrawaddy en ligne, média de l'opposition birmane basée à Chiang Maï, en Thaïlande, on pouvait lire ce que tout le monde murmure aujourd'hui à Ruili dans le petit milieu des exilés birmans : "Selon un observateur sur la frontière sino-birmane, sept gros camions transportant 21 canons d'artillerie de 155 mm, des copies chinoises de matériel russe, ont franchi la frontière."

Sur la centaine de réfugiés politiques birmans, anciens étudiants des grandes manifestations de 1988 qui végètent dans Ruili, rares sont ceux qui se risqueraient à proférer pareils jugements. Beaucoup rasant les murs pour rencontrer des journalistes et demandent de ne pas être cités. Tous se font discrets sur leurs activités politiques. L'un d'eux, qui vit depuis des années de petits boulots et dont la femme enseigne le chinois aux Birmans de l'exil, ne se fait aucune illusion sur une quelconque évolution de la position de Pékin à l'égard de la junte : "Si la Chine faisait vraiment pression sur le régime birman, celui-ci ne continuerait pas de démontrer une pareille arrogance à l'égard de la communauté internationale." Dans le grand bazar aux bijoux, d'autres Birmans, des commerçants, tiennent un discours similaire : ici, c'est le fief de plusieurs milliers de bijoutiers ou hommes d'affaires rohingyas, cette ethnie musulmane cousine des Bangladais qui a été régulièrement la victime d'une répression particulièrement sévère par la soldatesque birmane. En 1992, 260 000 d'entre eux, qui forment un tiers de la population de la province de l'Arakan, se réfugièrent au Bangladesh voisin après le déclenchement d'une féroce campagne de "nettoyage ethnique".

Kyaw Swe, 51 ans, a vécu cette histoire. Il a habité au sud du Bangladesh, à Chittagong, jusqu'en 2005, date à laquelle il a décidé de quitter son pays d'accueil. Kyaw est amer. "Les Bangladais nous avaient permis de nous réfugier chez eux au nom de la supposée solidarité islamique", raille-t-il devant son échoppe où il vend du jade. "En fait, ils n'avaient qu'une seule envie : nous voir repartir en Birmanie. Le Bangladesh nous a laissés tomber." Il y a deux ans, ce géologue de formation en a eu plus qu'assez : muni d'un faux passeport, il a pris un avion pour Rangoon, a rapidement obtenu un visa chinois et il s'est envolé pour Kunming.

Le voilà désormais coincé à Ruili, sans beaucoup de moyens. Pourquoi la Chine, d'ailleurs ? "Parce que la Chine est amie avec beaucoup de pays musulmans, comme le Pakistan, par exemple. Je savais que je serai bien accueilli." La République populaire s'est-elle montrée à la hauteur de ses espérances ? L'homme fait la moue en se grattant la barbe : "La Chine, en fait, suce le sang des Birmans, elle profite de nos ressources en énergie." A ses côtés, son neveu, drapé dans un longi, le pagne traditionnel birman, renchérit sur les propos de l'oncle : "Les Occidentaux s'agitent beaucoup sur la Birmanie. Mais ce n'est que du bla-bla. Rien n'a changé. Toutes les gesticulations diplomatiques n'ont servi à rien. Et vous les Français, vous n'avez même pas demandé à Total de quitter la Birmanie !"

En soutien au peuple birman

Liberation_28 decembre 2007

Un pays sans livres, sans presse, sans universités (et où la bicyclette même est interdite à Rangoun !) : est-ce une terrible répression, ou on ne sait quelle sinistre préfiguration ? Nous redoutons le pire. Une tétarchie acéphale, anonyme, médaillée, à lunettes noires et à casquettes béantes, prive son peuple de parole, de la vue et de l'ouïe. Ce peuple serait «birman», mais la Birmanie n'existe plus : le badge diplomatique affiche Myanmar. Nous parlons de Rangoun ou de Mandalay, mais les généraux se sont bâti ailleurs une cité de pouvoir, sans architectes, sans nom. Il n'y a plus que des serviteurs. Les minces jeunes gens aux crânes nus et aux robes safran, mendiants silencieux, sans armes, sans chefs, sans visiteurs, sans prostrés que prosternés maintenant dans les temples déserts, sont repoussés, battus, assassinés par leurs demi-frères, ces soldats verts indiscernables. Jeunesse d'un ancien peuple aujourd'hui divisée et ainsi neutralisée. Comme si, pour exploiter les richesses d'un pays du tiers-monde non modernisé et à mondialiser, à déboiser et à défoncer d'un coup, il fallait changer le peuple même asservi aux multinationales dont la circonférence est partout et le centre là-bas : Londres, Shanghai, New York, Paris... dans les hautes tours du contrôle total.

Et parmi tous ceux-là, une femme avec un nom : Aung San Suu Kyi, engagée depuis vingt ans et que le monde entier révère vainement telle une apparition. Nous, libres parleurs, exaspérants et désespérants citoyens du monde, arguons du droit de visiter nos semblables et de leur parler. Notre intervention ne s'adresse pas à la junte birmane, qui vient de tirer sur la foule et qui réprima dans le sang les manifestations populaires de 1988 avant de s'opposer par la force à la victoire remportée aux élections de 1990 par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi. Nous demandons que se fasse de plus en plus pressante la protestation des instances internationales, mais seules les sanctions économiques peuvent conduire la junte à renoncer à la répression et à accepter la restauration de la démocratie. Nous demandons que toutes les mesures soient prises en ce sens, immédiatement, par le gouvernement français et que la compagnie Total cesse d'exploiter, pour l'heure, le gaz de Birmanie, première ressource de la junte.

C'est à ce prix que la répression cessera, que les prisonniers seront libérés et qu'Aung San Suu Kyi jouera le rôle politique qui lui revient. C'est à ce prix que la vie culturelle renaîtra en Birmanie. C'est à ce prix que les enfants accéderont à l'éducation et que livres et journaux paraîtront librement. Alors les écrivains et les artistes birmans pourront de nouveau publier, créer, voyager à leur guise. Sachons-le, l'illettrisme est peut-être l'arme la plus efficace de cette dictature singulière.

Birmanie: Qatar Airways suspend ses vols

JDD_29 decembre 2007

Qatar Airways, l'une des 15 compagnies aériennes étrangères assurant des liaisons avec le Myanmar, va suspendre ses quatre vols hebdomadaires à destination de l'ex-Birmanie en janvier, a annoncé samedi un responsable de la compagnie. "Notre dernier vol sur cette destination aura lieu le 9 janvier", a déclaré un membre du personnel, selon lequel les motivations de cette décision sont "purement commerciales". Un agent de voyage basé à Rangoun a toutefois indiqué que les vols en provenance de Doha étaient toujours pratiquement complets. "Nous ne pensons pas que la vraie raison de cette suspension soit la rentabilité commerciale. Le taux d'occupation sur leurs vols est très bon", a déclaré l'agent de voyage qui a requis l'anonymat. "Nous pensons que c'est peut-être la conséquence des pressions des pays occidentaux", a-t-il ajouté. Qatar Airways avait lancé la liaison Doha-Rangoun-Doha en décembre 2004.

Trois mois de répression silencieuse : censure, propagande et détentions

Reporters sans frontières_26 decembre 2007

Reporters sans frontières et la Burma Media Association dénoncent les mesures répressives exercées en permanence contre des journalistes birmans depuis le 27 septembre date à laquelle le reporter japonais Kenji Nagai a été assassiné par un militaire à Rangoon. La police et l'armée traquent les journalistes et activistes qui ont pris des images de la répression des manifestations. Une dizaine d'entre eux ont été contraints de fuir en Thaïlande. Les médias privés ont repris leur diffusion, mais le Bureau de la censure a renforcé son contrôle.

"L'impression de retour à la normale est fausse. En réalité, les services de sécurité sont toujours à la recherche des journalistes clandestins qui ont fait connaître au monde les violences commises contre les moines et les militants démocrates. Nous demandons la fin des intimidations à l'encontre de la presse et la libération des six journalistes actuellement emprisonnés. Pour cela, il est important que la communauté internationale se donne les moyens de faire appliquer les recommandations du rapporteur spécial des Nations unies, Sergio Pinheiro", ont affirmé les deux organisations.

Le 14 décembre 2007, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté une résolution sur la Birmanie qui demande notamment au gouvernement de garantir la liberté aux médias indépendants. Un représentant de Reporters sans frontières était intervenu devant le Conseil pour demander la libération des journalistes birmans et la fin de la censure.

Six journalistes, dont le célèbre U Win Tin, arrêté en juillet 1989, sont emprisonnés en Birmanie. Récemment, Ko Aung Gyi, ancien responsable de la rédaction du magazine sportif 90 minutes, a été arrêté à Rangoon. Les raisons de sa détention ne sont pas connues. Deux autres anciens journalistes, Ko Win Maw et Ko Aung Aung, sont également emprisonnés pas les autorités, sans qu'aucune accusation n'ait été formulée. Depuis le mois de septembre, au moins quinze autres ont été arrêtés, puis relâchés.

Selon plusieurs témoignages recueillis auprès de personnes arrêtées puis relâchées, les policiers interrogent tout le monde sur le nom des "cameraman", sous entendu les journalistes qui travaillent clandestinement pour les médias étrangers ou la chaîne Democratic Voice of Burma. De peur d'être identifiés, de nombreux photographes et cameraman de médias en exil ont cessé toute activité et ont même jeté leur matériel professionnel.

Et les hommes de main de la milice progouvernementale Union Solidarity and Development Association (USDA) continuent de montrer de l'hostilité à l'encontre des journalistes. Le 21 octobre, Aung Khine Nyunt, reporter de The Myanmar Nation, a été battu par des membres

présupposés de l'USDA alors qu'il prenait des clichés dans un marché. Pendant les manifestations, près d'une dizaine de journalistes avaient été ainsi malmenés.

La répression a forcé au moins neuf journalistes birmans à fuir le pays pour se réfugier en Thaïlande. La plupart d'entre eux ont quitté la capitale pendant la première vague d'arrestations de fin septembre.

Le Bureau de la censure n'a pas hésité à sévir. Mi-novembre, l'hebdomadaire News Watch a été interdit pendant une semaine après avoir proposé à la publication des photos qui ont déplu aux militaires. La censure militaire a contraint certains responsables de rédaction à démissionner. Début décembre, les autorités ont sanctionné le magazine Action pour ne pas avoir retiré des articles censurés par la junte. Un responsable de la censure a ouvertement reproché à Action de ne pas être "constructif". Des pressions ont également touché le journal Middle Line. Selon le magazine Irrawaddy, le titre a été suspendu après que le directeur, Oo Swe, s'était plaint des faveurs accordées par le régime à certains médias.

Pour empêcher les Birmans d'obtenir des informations et des images de la répression de septembre, la junte a très strictement réglementé, à partir de mi-octobre, la vente de publications étrangères dans le pays. Les magazines Time, Newsweek et des journaux thaïs ont disparu des kiosques pendant quelques semaines. Internet a été rétabli, mais la surveillance a été renforcée dans les cybercafés. Et, de peur des représailles, de nombreux propriétaires d'établissements ont supprimé des ordinateurs les programmes qui permettent de contourner les filtres officiels.

Une dizaine de journalistes suspectés de sympathie avec les mouvements de protestation ont été interdits de publier ou d'être interviewés dans la presse. Il s'agit notamment du journaliste sportif Zaw Thet Htwe, du dessinateur Au Pi Kyee ou l'écrivain Pe Myint.

La censure ne touche pas seulement les sujets politiques. La junte a, par exemple, interdit de couvrir la reprise de l'épidémie de grippe aviaire le 20 octobre, pourtant rendue publique par le service administratif qui a géré cette nouvelle crise.

Plus généralement, la répression touche les personnes qui critiquent le gouvernement. Ainsi, les autorités ont interdit la distribution d'un enregistrement vidéo d'un spectacle de la troupe de comiques "Say Young Sone". Selon la télévision DVB qui a décidé de le diffuser, le VCD se vend très bien dans les rues de Rangoon. Par ailleurs, un responsable du monastère Zantila Rama a été condamné en décembre à deux ans de prison pour s'être plaint du comportement de certains militaires qui ont volé de l'argent lors d'une perquisition. Selon la radio Democratic Voice of Burma, il a été reconnu coupable de "diffamation". En novembre, un rappeur birman a été interpellé par la police pour avoir rendu hommage aux moines pendant un concert. Et le magazine Irrawaddy a affirmé début novembre que Tin Yu, un habitant d'une banlieue de Rangoon, avait été arrêté pour avoir "parlé avec des médias étrangers".

Les médias gouvernementaux continuent à déverser leur propagande, mettant en première page toutes les actions des chefs de la junte. Les chaînes de télévision gouvernementales ont dénigré à plusieurs reprises le travail des médias étrangers, notamment la BBC, RFA et VOA, accusés de vouloir "déstabiliser le pays." Les médias officiels ont reçu l'ordre de vanter le retour à la normalité et les avancées économiques du pays. Et la milice USDA a annoncé fin novembre le lancement d'un nouveau quotidien pour renforcer le soutien de la population au régime.

Traumatisés par la répression qui les a frappés de plein fouet, certains moines font de la résistance passive. Ainsi, le site Irrawaddy a révélé que des moines de Mandalay avaient refusé, mi-décembre, qu'une équipe de tournage birmane filme la visite d'un ministre dans leur temple. Le réalisateur Zin Yaw Maung Maung, connu pour être un propagandiste du régime, a été interdit d'entrée dans le monastère.

Enfin, plusieurs journalistes de Rangoon ont déploré l'attitude de Myat Khaine, directeur de l'hebdomadaire Snap Shot, qui a volontairement remis certaines photos de manifestants au ministère de l'Information.

Premier cas de grippe aviaire en Birmanie

AFP_15 decembre 2007

La Birmanie a fait état samedi d'un premier cas de transmission à l'homme du virus de la grippe aviaire dans le pays. Une fillette de 7 ans, originaire de la région de Shan (est), atteinte du virus H5N1 hautement pathogène de la grippe aviaire, a été admise cette semaine dans un hôpital de Rangoun, a indiqué à l'AFP un responsable des services de santé.

"Il s'agit du premier cas de transmission à l'homme" du virus de la grippe aviaire dans le pays, a précisé ce responsable. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a confirmé dans un communiqué qu'il s'agissait du premier cas de grippe aviaire en Birmanie, ajoutant qu'une équipe médicale birmane enquêtait pour vérifier la source de l'infection.

"Le cas a été détecté lors d'une surveillance de routine à la suite de l'apparition de grippe aviaire dans un élevage à la mi-novembre", a précisé l'OMS. Le virus H5N1 a tué près de 210 personnes dans le monde, essentiellement en Asie du Sud-Est depuis 2003. La Birmanie, régime militaire d'où très peu d'informations filtrent, n'avait jusqu'alors fait état d'aucun cas de transmission à l'homme.

CHINE: L'émissaire de l'UE appelle Pékin à faire pression sur la junte

Angola Press_20 decembre 2007

PEKIN, 20/12 - L'envoyé spécial de l'Union européenne pour la Birmanie, Piero Fassino, a appelé jeudi la Chine à user de son influence sur la junte au pouvoir en Birmanie pour aboutir à un dialogue avec l'opposition.

"Tout signe des autorités birmanes pour avancer dans cette voie serait bienvenu et l'intervention chinoise est fondamentale", a déclaré à la presse M. Fassino à l'issue d'une visite de trois jours en Chine.

"Un signe positif sera la levée de l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi et la libération de prisonniers politiques importants", a ajouté l'ancien ministre italien de la Justice.

Après la répression de manifestations en faveur de la démocratie qui a fait au moins 13 morts, les pays occidentaux ont appelé la Chine, fournisseur d'armes à la junte birmane et principal investisseur dans le secteur énergétique birman, à faire pression sur son allié. Au cours des dernières semaines, Fassino a rencontré de nombreux dirigeants asiatiques et espère pouvoir se rendre prochainement en Birmanie. "Mon devoir, et celui de la communauté internationale, est d'empêcher que le problème birman ne disparaisse de l'agenda international". "Je ne pense pas que la crise birmane soit terminée", a-t-il souligné à Pékin.

Le Sénat américain vote à son tour des sanctions contre la Birmanie

Le Sénat des Etats-Unis a voté mercredi, une semaine après la Chambre des représentants, des sanctions visant la junte au pouvoir en Birmanie. Elles comprennent notamment l'interdiction des importations de pierres précieuses et de bois. Le projet de loi, baptisé Burma Democracy Promotion Act, impose également de nouvelles sanctions financières et restreint les voyages des dirigeants birmans et de leurs familles. Il a été élaboré en représailles après la sanglante répression des manifestations pro-démocratiques en septembre qui avait fait au moins 31 morts et 74 disparus.

La loi crée également un poste de représentant spécial et de coordinateur politique pour la Birmanie. Il sera chargé de promouvoir le changement dans le pays en travaillant en liaison avec les voisins asiatiques du pays et avec l'Union européenne. "Le message adressé aujourd'hui au peuple birman est clair: les Etats-Unis sont à vos côtés dans la quête d'une transition pacifique et négociée vers un pouvoir civil", a déclaré le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, le démocrate Joseph Biden.

La Chambre des représentants avait déjà adopté le 11 décembre à l'unanimité des sanctions visant la junte birmane. Mais elle devra revoter le texte, qui a été amendé par le Sénat. La version finale sera ensuite soumise à la signature du président Bush. Ce dernier avait menacé la semaine dernière le régime birman de nouvelles sanctions s'il ne permettait pas une transition démocratique et ne libérait pas l'icône de l'opposition Aung San Suu Kyi et les prisonniers politiques.

Le Canada renforce ses sanctions contre la Birmanie

Romandie_15 decembre 2007

Le Canada a renforcé ses sanctions économiques contre la Birmanie, a annoncé vendredi son ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, répondant au "refus" du régime birman d'entreprendre "de véritables réformes". "Le Canada applique depuis longtemps des mesures contre la Birmanie. Ces nouvelles sanctions maintenant en vigueur sont les plus rigoureuses au monde. Nous croyons que les sanctions constituent le meilleur moyen d'exercer une pression sur la junte militaire", a déclaré M. Bernier dans un communiqué.

Ottawa interdit désormais "toute exportation de produits du Canada vers la Birmanie, à l'exception des produits d'aide humanitaire", tout nouvel investissement de particuliers ou d'entreprises canadiennes en Birmanie, et gèle les avoirs au Canada des ressortissants birmans ayant des liens avec le régime birman. Le gouvernement canadien interdit aussi aux navires et aux avions immatriculés au Canada d'accoster et d'atterrir en Birmanie, de même que la "prestation de services financiers entre le Canada et la Birmanie", poursuit le communiqué des Affaires étrangères.

"Nos sanctions témoignent de l'engagement du Canada à promouvoir la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit ainsi que de notre solidarité avec le peuple birman", a précisé M. Bernier, regrettant que "le régime birman se refuse à entreprendre de véritables réformes" malgré les appels de la communauté internationale. La Chambre des représentants américaine a adopté mardi à l'unanimité des sanctions visant directement les exportations de pierres précieuses et l'industrie gazière en Birmanie. L'Union européenne avait déjà renforcé ses sanctions en novembre dernier.

Le Canada avait annoncé en novembre son intention de durcir ses sanctions contre la Birmanie. Le commerce entre le Canada et la Birmanie a reculé au cours des cinq dernières années. Selon les données du ministère du Commerce international, les exportations canadiennes en Birmanie se chiffraient à quelque 140.000 dollars en 2006, alors que les importations avoisinaient 8,4 millions de dollars. Le Canada a conféré en octobre le titre de "citoyenne d'honneur" à l'opposante birmane Aung San Suu Kyi pour son combat en faveur de la démocratie dans son pays.

Birmanie: le Conseil des droits de l'homme de l'ONU maintient la pression

Le Monde_15 decembre 2007

Les membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont décidé vendredi de continuer à faire pression sur les autorités birmanes en invitant le rapporteur spécial de l'ONU Paulo Sergio Pinheiro à enquêter à nouveau dans le pays.

Dans une résolution adoptée par consensus, le Conseil a invité la junte militaire à libérer tous les détenus politiques, à garantir le plein respect des libertés et à donner accès sans entrave aux organisations humanitaires. Le texte, présenté par l'Union européenne, demande au rapporteur spécial de l'ONU sur la Birmanie de faire rapidement une visite de suivi "afin d'évaluer plus en détail les violations des droits de l'homme" pendant la répression des manifestations fin septembre.

M. Pinheiro, qui pourra être assisté d'une équipe d'experts, devra présenter son rapport au cours de la prochaine session du Conseil en mars. Au moins 31 personnes ont été tuées et 74 autres sont disparues pendant la répression fin septembre en Birmanie du mouvement de protestation emmené par des moines bouddhistes, selon le rapport de M. Pinheiro présenté cette semaine devant le Conseil des droits de l'homme réuni en session à Genève.

En outre, 653 personnes ont été arrêtées, selon le rapport de M. Sergio Pinheiro, qui a enquêté sur place du 11 au 15 novembre dernier. "Plusieurs informations sur les morts indiquent que les chiffres fournis par les autorités sont largement sous-estimés", selon les informations fournies par le rapporteur spécial sur la Birmanie.

L'expert de l'ONU, autorisé pour la première fois en quatre ans à se rendre en Birmanie, n'a pas pu rencontrer la dirigeante de l'opposition, la lauréate du Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi, assignée à résidence. Les autorités lui ont cependant assuré que "cette possibilité reste ouverte pour ses missions de suivi". L'ONU "perd vraiment patience" face à l'absence de réformes démocratiques en Birmanie, avait déclaré lundi le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon. "J'appelle les dirigeants birmanes à plus d'engagement sur la voie de la démocratisation en garantissant les droits de l'Homme et en permettant à Aung San Suu Kyi d'engager un dialogue avec les hauts dirigeants du pays", avait-il déclaré. "La communauté internationale perd patience. J'espère que les autorités birmanes prendront cela très au sérieux", avait-il ajouté.

Myanmar : la patience de la communauté internationale est 'à bout' - Ban Ki-moon
Centre des nouvelles ONU_10 decembre 2007

En ce qui concerne la démocratisation du Myanmar, « je sais que la communauté internationale est très impatiente, et en fait notre patience est à bout », a déclaré aujourd'hui le Secrétaire général Ban Ki-moon lors d'une rencontre avec la presse à Thaïlande. Ban Ki-moon se trouvait à Bangkok lors d'une visite dans le pays sur le chemin de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Bali.

« Nous avons ouvert une petite fenêtre de dialogue avec le gouvernement du Myanmar. La nomination de M. Aung Kyi, qui fait office de ministre de liaison entre [la prix Nobel de la paix] Daw Aung San Suu Kyi et le gouvernement, est un bon début. J'espère que cette relation sera renforcée afin qu'elle puisse engager un dialogue de réconciliation politique plus approfondi avec le gouvernement », a-t-il ajouté. « Lorsque je dis que la patience de la communauté internationale est à bout, j'espère que les autorités du Myanmar le prendront sérieusement », a-t-il ajouté en réponse à une question de la presse.

« La population du Myanmar souffre d'isolation depuis si longtemps. Il est grand temps que les autorités du Myanmar et sa population puissent jouir d'un véritable gouvernement démocratique et de la liberté ainsi qu'une d'une intégration avec la communauté internationale, au niveau régional et international ». Ban Ki-moon a rappelé le rôle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à laquelle appartient le Myanmar, à cet égard. « Les droits de l'homme devraient être pleinement respectés. Aujourd'hui est la Journée internationale des droits de l'homme et le 59ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme », a-t-il rappelé.

Le journaliste birman Win Tin est emprisonné depuis dix-huit ans

Le Monde_121 decembre 2007

A l'occasion de la Journée des droits de l'homme, lundi 10 décembre, Reporters sans frontières (RSF) rappelle que 130 journalistes sont aujourd'hui emprisonnés. Parmi eux, le Birman Win Tin, parrainé par Le Monde, en prison depuis dix-huit ans. Le 15 novembre, Sergio Pinheiro, rapporteur spécial des Nations unies pour la Birmanie, a rencontré Win Tin dans sa cellule spéciale de la prison de Rangoon. A sa sortie, il a déclaré : " Dix-huit ans, c'est une peine de prison à vie. Mais Win Tin est toujours combatif. Il va bien."

Agé de 77 ans, l'ancien rédacteur en chef du quotidien Hanthawathi, membre du comité exécutif de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a été arrêté le 4 juillet 1989, quelques jours avant l'opposante Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix en 1991, avec laquelle il menait des combats politiques. Trois fois condamné, il cumule une peine de vingt ans de réclusion.

L'envoyé spécial Birmanie de l'UE à Pékin mardi

7s7_12 decembre 2007

L'envoyé spécial de l'Union européenne pour la Birmanie, Piero Fassino, se rendra mardi et mercredi prochain à Pékin, en Chine, pour s'y entretenir de la situation en Birmanie, a-t-il annoncé mercredi. "La Chine est une puissance politique et économique importante qui a déjà pu jouer un rôle positif sur le dossier de la Corée du Nord", a-t-il confié mercredi à Bruxelles. Cette rencontre sera suivie en janvier et février prochain par d'autres déplacements, en Inde, en Thaïlande, ainsi qu'en Indonésie, autres pays qui comptent en Asie du Sud Est.

"En concertation avec les Nations unies, nous avons opté pour une approche réaliste et graduelle pour favoriser un processus de réconciliation nationale et amener la Birmanie à un stade de démocratie stable", a-t-il ajouté. M. Fassino a également annoncé mercredi son souhait de se rendre en Birmanie, mais sans préciser de date, les demandes précédentes de visa étant restées sans suite.

USA: la Chambre adopte des sanctions ciblées contre la Birmanie

AFP_11 decembre 2007

La Chambre des représentants américaine a adopté mardi à l'unanimité des sanctions ciblées à l'encontre de la junte militaire birmane, qui visent directement les exportations de pierres précieuses et l'industrie gazière en Birmanie.

Ce texte prévoit aussi le gel des avoirs d'une liste étendue de dirigeants militaires et politiques birmans et l'interdiction de transactions financières de ces dirigeants et de leur famille via des institutions américaines dans des pays tiers, ont indiqué des responsables. Ces sanctions interviennent après la violente répression par l'armée birmane de manifestations pacifistes menées par les moines bouddhistes en septembre, qui s'est soldée par la mort d'au moins 31 personnes et la disparition de 74 autres, selon l'ONU.

Les élus de la majorité et de l'opposition de la Chambre ont salué le texte baptisé "bloquer le JADE de Birmanie" (Efforts Anti-Démocratiques de la Junte). Il vise à mettre fin aux pratiques de la junte de "blanchiment" de ses pierres précieuses dans des pays tiers, avant de les mettre en vente aux Etats-Unis, et aux déductions fiscales dont jouit le géant américain de l'énergie Chevron sur ses bénéfices issus de l'extraction du gaz naturel en Birmanie.

Afin d'éviter les sanctions en cours, la Birmanie exporte des rubis, des saphirs, des perles, du jade et autres pierres précieuses pour des dizaines de millions de dollars via la Chine, la Thaïlande ou Singapour. Chevron est l'un des plus importants groupes occidentaux présents en Birmanie et détient 28% des parts du champ gazier de Yadana (dont le principal opérateur est Total) qui a rapporté à la junte 350 millions d'euros en 2006, selon la Fédération internationale des droits de l'homme.

Le Myanmar rejette le rapport de l'Onu sur la répression birmane

Reuters_11 decembre 2007

Le Myanmar a rejeté mardi le rapport d'un émissaire de l'Onu accusant la junte au pouvoir d'un recours excessif à la force contre des manifestations de rue auxquelles participaient des moines bouddhistes. Wunna Maung Lwin, ambassadeur du Myanmar auprès de l'Onu à Genève, a affirmé que rien ne justifiait une enquête élargie sur la répression de ce mouvement qu'il a qualifié de "défi".

"Exercer son droit souverain pour faire face à une situation de violence ne devrait pas être interprété comme une violation des droits de l'homme", a-t-il dit lors d'une réunion du Conseil des droits de l'homme de l'Onu. "Nous avons été en mesure de rétablir le calme et la stabilité et la situation est revenue à la normale dans l'ensemble du pays", a-t-il ajouté. La répression du mouvement pour la démocratie de septembre dernier a été condamnée à travers le monde et a suscité des appels à des sanctions contre l'ex-Birmanie.

Dans un rapport établi à l'intention du Conseil des droits de l'homme, l'envoyé spécial des Nations unies Paulo Sergio Pinheiro estime qu'au moins 31 personnes ont été tuées dans les opérations ordonnées par la junte. Les médias officiels ne reconnaissent que dix morts. Lwin a déclaré au Conseil que son pays était déçu par le rapport de l'Onu et il a démenti une allégation de Pinheiro selon laquelle mille des 4.000 personnes arrêtées après les incidents seraient encore derrière les barreaux.

"Presque tous ceux qui avaient été arrêtés en rapport avec les événements de septembre ont été remis en liberté", a-t-il dit, ajoutant que son gouvernement avait amnistié 8.585 personnes et n'en maintenait que 80 en détention pour "atteinte aux lois en vigueur au Myanmar". Il a aussi accusé des "opportunistes politiques" de chercher à attirer l'attention sur le Myanmar à leur seul profit et a mis en doute la fiabilité de nombreux témoins cités par Pinheiro. Vendredi, le Conseil examinera une résolution présentée par l'Union européenne pour que Pinheiro retourne au Myanmar d'ici mars prochain afin d'y évaluer la situation plus en profondeur.

Un dissident inculpé de troubles à l'ordre public au Myanmar

Le Monde_13 decembre 2007

La junte militaire au pouvoir au Myanmar a inculpé un dissident interpellé en août pour avoir manifesté contre la baisse du niveau de vie de troubles à l'ordre public, rapporte son avocat. Ko Htin Kyaw, 40 ans, avait scandé pendant trois minutes des slogans hostiles à la junte en compagnie d'un autre homme avant d'être maîtrisé et emmené par des hommes en civil.

Il a déjà été interpellé à quatre reprises pour des manifestations similaires lors desquelles il a réclamé une amélioration des conditions et critiqué la junte au pouvoir dans l'ex-Birmanie. Le dissident observe une grève de la faim depuis deux semaines en prison pour demander la libération des moines et des manifestants interpellés lors de la répression du mouvement de contestation de septembre durant lequel jusqu'à 4.000 personnes ont été arrêtées et au moins 31 autres tuées selon l'Onu. Il devrait comparaître devant un tribunal la semaine prochaine et risque deux ans de prison, a déclaré à Reuters son avocat Aung Thein.

Ban Ki-moon doit se rendre au Myanmar

AFP_10 decembre 2007

Un voyage du secrétaire général des Nations unies à Rangoon serait un signe fort, estime The Nation de Bangkok. Cela indiquerait que l'organisation n'entend pas enterrer la question birmane en continuant de mettre la pression sur les généraux au pouvoir. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, est arrivé hier à Bangkok pour une visite de trois jours. Outre des rencontres avec les dignitaires thaïlandais et une audience avec le roi, Ban Ki-moon devrait saisir cette occasion pour se rendre au Myanmar et démontrer l'intérêt qu'il porte à la situation birmane. Il doit montrer que les Nations unies, qu'il dirige, suivent de près les derniers développements au Myanmar. Il s'agit d'une occasion à ne pas manquer.

Sa visite à Bangkok coïncide avec la parution d'un rapport de l'organisation Human Rights Watch révélant la dure réalité du sort des Birmans et les mensonges de la junte au pouvoir. Selon ce rapport, le nombre de victimes et d'arrestations lors de la violente répression contre les moines et les manifestants en septembre dernier dépasserait largement les chiffres officiels. L'association de défense des droits de l'homme annonce au moins 20 morts et plusieurs milliers d'incarcérations. Le rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Paulo Sérgio Pinheiro, a avancé les chiffres de 31 victimes, 74 personnes portées disparues et 650 arrestations. La junte n'a reconnu que 15 victimes liées à la répression. L'accès au Myanmar étant strictement limité et contrôlé, il est impossible d'établir un bilan exact de ces événements.

Le rapport n'évoque pas le nombre croissant d'arrestations et de cas de torture à l'encontre de journalistes et de correspondants travaillant pour des médias étrangers ou exilés. Plus d'une dizaine de journalistes birmans sont aujourd'hui derrière les barreaux. Plusieurs se cachent des autorités. Certains ont été démasqués par la junte et par des bénévoles de l'Association de l'union pour le développement et la solidarité (USDA) [une organisation fondée par la junte]. Ils ont été placés en détention et torturés. L'USDA continue à rechercher les militants prodémocratie et les journalistes.

Voilà pourquoi il est impératif que Ban Ki-moon s'occupe du régime birman. Il lui serait facile de se rendre au Myanmar depuis Bangkok. Tout refus de la junte de le laisser entrer serait condamné sur la scène internationale puisque les autorités birmanes se sont engagées à coopérer avec les Nations unies, et notamment l'envoyé spécial pour le Myanmar, Ibrahim Gambari. La présence de Ban Ki-moon à Rangoon [l'ancienne capitale du pays] renforcerait l'image des Nations unies et serait un signal fort démontrant l'engagement de l'organisation à promouvoir la réconciliation nationale par le dialogue. Après avoir suscité le vif intérêt de certains membres du Conseil de sécurité, ainsi que l'indignation de la communauté internationale, la junte birmane essaie de gagner du temps et fait profil bas. La Chine et la Russie, alliés du régime militaire et membres du Conseil de sécurité, persistent à défendre leur protégé en toutes circonstances. C'est pourquoi il revient à Ban Ki-moon de changer la donne en mettant l'influence des Nations unies dans la balance.

Myanmar/RPDC : reprise de la coopération bilatérale dans plusieurs domaines

Xinhua_10 decembre 2007

Le Myanmar et la République populaire démocratique de Corée (RPDC) ont fixé plusieurs domaines pour reprendre leur coopération bilatérale après que Kim Sok Chol fut devenu le premier ambassadeur de la RPDC au Myanmar, ont rapporté lundi les médias birmans. Lors d'une rencontre entre M. Kim et le ministre birman des Transports, le général de division Thein Swe, dimanche à Nay Pyi Taw, nouvelle capitale birmane, les deux parties ont discuté de leur coopération dans les domaines de l'aviation, du tourisme, des services maritimes, de l'économie et de la construction, selon le journal New Light of Myanmar. Selon la même source, M. Kim a également rencontré cette fin de semaine les

ministres birmans, des Mines, le général de brigade, Ohn Myint, et de l'Industrie (légère), Aung Thaung.

La nomination de M. Kim comme premier ambassadeur de la RPDC au Myanmar, a été acceptée par le gouvernement birman en octobre dernier après le rétablissement des relations bilatérales entre les deux pays en avril 2007. Les lettres de créance de M. Kim ont été présentées au plus haut dirigeant birman, le généralissime Than Shwe vendredi dernier. En septembre 2007, le vice-ministre birman des Affaires étrangères, U Kyaw Thu, a entamé une visite à Pyongyang, concluant un accord avec son homologue de la RPDC, Kim Yong Il, sur des consultations entre les deux pays afin de développer les relations bilatérales. Les relations diplomatiques entre le Myanmar et la RPDC ont été suspendues le 4 novembre 1983.

Mme Bush appelle la junte birmane à libérer Aung San Suu Kyi

AFP_10 decembre 2007

La Première dame américaine, Laura Bush, a appelé lundi la junte militaire au pouvoir en Birmanie à libérer l'icône de l'opposition Aung San Suu Kyi et tous les prisonniers politiques, et a instamment exhorté les pays voisins à augmenter la pression sur le régime. Laura Bush, à la pointe des efforts américains pour un changement démocratique en Birmanie, a vilipendé les «gestes purement symboliques» consentis par la junte en réponse à la pression exercée par la communauté internationale après la répression en septembre d'un mouvement de contestation sans précédent depuis 1988.

Le prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, privée de liberté pendant la majeure partie des 18 dernières années, «devrait être libérée immédiatement et sans condition afin de préparer une stratégie pour une transition pacifique de la Birmanie vers la démocratie», a dit Mme Bush, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme. Si le chef de la junte Than Shwe et les généraux au pouvoir «sont sérieux, ils doivent donner à Aung San Suu Kyi un accès illimité à la communauté diplomatique et aux autres membres de l'opposition birmane», a dit Laura Bush.

Elle a pressé la junte d'ouvrir un «dialogue sérieux» avec l'opposition et a libérer tous les prisonniers politiques. «Si Than Shwe et les généraux ne sont pas capables de satisfaire ces exigences fondamentales, il est temps pour eux de céder la place et de dégager la voie pour une Birmanie libre et démocratique», a-t-elle dit. «Le président Bush et moi-même appelons tous les pays, y compris les voisins de la Birmanie, à user de leur influence pour contribuer à un changement démocratique», a dit Mme Bush.

Entourée de certains des plus hauts responsables de l'administration pour l'Asie, elle s'exprimait depuis la Maison-Blanche au cours d'une vidéoconférence avec la fondatrice d'une clinique qui vient en aide en Thaïlande à des Birmans ayant fui leur pays.

Jean Asselborn au Conseil "Affaires générales et relations extérieures"

Gouvernement Luxembourgeois (Communiqués de presse)_10/12/2007

Le 10 décembre 2007, le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, participe au Conseil "Affaires générales et relations extérieures" à Bruxelles.

Le principal point à l'ordre du jour de la session Affaires générales est la préparation du Conseil européen du 14 décembre 2007. Dans le cadre de la session Relations extérieures, le Conseil aborde la politique européenne de voisinage et l'état actuel des négociations dans le cadre des accords de partenariat économique (APE). Les ministres font en outre le point sur le processus de paix au Proche-Orient ainsi que sur les développements récents en Birmanie/Myanmar.

Un responsable de l'ONU expulsé de Birmanie

France Info - 6 décembre 2007 - 18:08

Deux mois après les gigantesques manifestations contre la junte, la répression politique n'a pas faibli. Dernière victime : Charles Petrie, chef de l'équipe des Nations Unies sur place, expulsé du pays pour avoir dénoncé la pauvreté de la population birmane.

La chape de plomb est retombée. Deux mois après le mouvement de protestation populaire conduit par les moines, et la violente répression qui a suivi, la junte au pouvoir musèle à nouveau la population. Il y a trois jours, les autorités ont certes annoncé avoir libéré 8.500 détenus, mais le chiffre est contesté par la Ligue Nationale pour la Démocratie qui indique que dix prisonniers politiques seulement ont recouvré la liberté.

La LND continue d'autre part à réclamer officiellement la libération de sa dirigeante Aung San Suu Kyi, toujours assignée à résidence dans sa maison de l'avenue de l'Université à Rangoon.

Enfin, hier soir, Charles Pétrie a dû quitter la Birmanie. Après quatre ans et demi de mission sur place, le chef de l'équipe des Nations-Unies a rallié Bangkok, en Thaïlande. Une expulsion due à une seule déclaration : en octobre dernier, Charles Petrie a affirmé que les récentes manifestations prouvent que les besoins de base de la population ne sont pas satisfaits dans un pays pourtant riche en ressources naturelles. Les autorités ont estimé que le responsable de l'ONU avait par là "outrepassé des pouvoirs" et lui ont signifié son expulsion.

Birmanie : Une répression plus sanglante que ne l'admet le gouvernement

Les arrestations continuent au milieu de l'inaction internationale

Human Rigjts Watch_7 decembre 2007

Beaucoup plus de personnes ont été tuées et arrêtées au cours de la violente répression du gouvernement contre les moines et d'autres manifestants pacifiques en septembre 2007 que ne l'a admis le gouvernement birman, affirme Human Rights Watch dans un nouveau rapport paru aujourd'hui. Depuis la répression, le régime militaire a exercé toute la force de son système dictatorial pour intimider toute opposition, traquant les dirigeants des manifestations au cours de rafles nocturnes et défilant les moines.

Le rapport de 140 pages, « Crackdown: Repression of the 2007 Popular Protests in Burma » (« Répression : Riposte aux manifestations populaires de 2007 en Birmanie »), s'appuie sur plus de 100 entretiens avec des témoins oculaires en Birmanie et Thaïlande. C'est à ce jour le compte-rendu le plus complet des événements d'août et septembre.

Les recherches effectuées par Human Rights Watch ont établi que les forces de sécurité ont tiré sur la foule avec des balles en caoutchouc et des balles réelles, frappé les manifestants et les moines avant de les traîner dans des camions, et détenu arbitrairement des milliers de personnes dans des lieux de détention officiels et officieux. En plus des moines, de nombreux étudiants et autres civils ont été tués, bien que sans accès total et indépendant à ce pays il est impossible de déterminer le nombre exact de victimes.

« La répression en Birmanie est loin d'être terminée », a déclaré Brad Adams, directeur pour l'Asie à Human Rights Watch. « La répression brutale se poursuit, et le gouvernement continue de mentir sur le nombre réel de morts et de détentions. »

Human Rights Watch a constaté que la répression avait été menée en partie par l'Union Solidarity and Development Association (Association pour la solidarité et le développement syndical, USDA), une organisation « d'aide sociale de masse » comptant plus de 23 millions de membres et entretenue par l'armée birmane pour diriger un futur gouvernement civil. Cette

organisation a agi aux côtés des milices Swan Arr Shin (Les tout puissants), des soldats et de la police anti émeutes, frappant et arrêtant les militants.

Le rapport fait état du meurtre de 20 personnes à Rangoun, mais Human Rights Watch estime que le nombre de victimes y a été beaucoup plus élevé, et que des centaines d'autres personnes sont encore emprisonnées. Human Rights Watch a été dans l'impossibilité de recueillir des informations sur les meurtres et les détentions pour d'autres villes et localités où les manifestations se sont déroulées.

Lors d'une conférence de presse dans la nouvelle capitale de Naypidaw le 3 décembre, le Général Khin Ye, chef de la Police nationale, a déclaré que « Dix personnes sont mortes et 14 ont été blessées au cours des manifestations des moines du 26 au 30 septembre. Les membres des forces de sécurité ont géré la situation conformément aux procédures. » Human Rights Watch détient des informations selon lesquelles Khin Ye aurait personnellement supervisé les arrestations brutales, les coups et les meurtres à l'encontre de moines à la Pagode Shwedagon à Rangoun le 26 septembre.

Le State and Peace Development Council (Conseil d'Etat pour la paix et le développement, SPDC), organe au pouvoir, prétend que 2 927 personnes, dont 596 moines, ont été « interrogées », et que presque toutes ont été relâchées. Il dit que neuf personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement, tandis que 59 laïcs et 21 moines sont encore en détention. Human Rights Watch a déclaré que des centaines de protestataires, dont des moines et des membres du groupe des étudiants de la Génération 88, qui ont conduit des manifestations jusqu'à leur arrestation à la fin août, sont portés manquants. Human Rights Watch a noté qu'avant les manifestations, plus de 1 200 prisonniers politiques qui se morfondaient dans les camps de travail et les prisons de Birmanie.

« Les généraux ont lâché leurs voyous en civil, leurs soldats et leurs policiers contre des moines et d'autres manifestants pacifiques », a déclaré Adams. « Maintenant, ils devraient rendre des comptes pour ceux qui ont été tués et faire la lumière sur le sort des disparus. » Human Rights Watch a appelé à une action internationale plus importante, y compris de la part du Conseil de Sécurité des Nations Unies, afin de faire pression sur le gouvernement birman pour qu'il procède à des réformes majeures. Le 11 décembre, le Rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme, Paulo Sérgio Pinheiro, présentera ses conclusions sur la répression au Conseil des droits de l'homme à Genève.

Human Rights Watch a critiqué le manque d'action des pays ayant de bonnes relations et de l'influence sur la Birmanie, comme la Chine, l'Inde, la Russie, la Thaïlande, et d'autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. La Chine a fait clairement savoir qu'elle ne permettrait pas au Conseil de Sécurité de l'ONU de discuter de la Birmanie de façon décisive. Malgré le meurtre d'un journaliste japonais par les forces de sécurité birmanes, le Japon a réagi timidement. « Il est temps que le monde impose un embargo sur les armes et des sanctions financières de l'ONU, pour porter atteinte aux dirigeants birmanes jusqu'à ce qu'ils entreprennent de réels changements », a insisté Adams. « Des pays comme la Chine, l'Inde et la Thaïlande ont la responsabilité d'agir pour aider à ce que les généraux rendent compte de leurs actes, et pour mettre un terme à ce long cauchemar de répression militaire. »

Extraits des récits de témoins oculaires, tirés du rapport « Crackdown » (« Répression »)

« L'attaque contre le monastère a eu lieu vers 1h du matin. Les soldats ont crié pour faire ouvrir les portes du monastère, puis ils ont enfoncé la porte avec leur camion quand personne n'est venu ouvrir. En poussant de grands cris, ils lancaient des gaz lacrymogènes et tiraient avec leurs fusils automatiques dans les bâtiments du monastère, et ils se servaient de leurs matraques pour frapper tous les moines qu'ils voyaient. Beaucoup de moines se sont enfuis, en grimpant dans les arbres voisins, et ils se sont échappés en se cachant dans les maisons des alentours. J'ai été blessé à la tête quand j'ai été frappé à coups de bâton. J'ai vu des mares de sang, des fenêtres cassées, et des douilles de balles utilisées sur le sol quand je suis revenu au monastère le matin. Nous avons constaté qu'il manquait une centaine de

moines sur 230. Ils ont pris notre argent et nos bijoux, et d'autres objets de valeur qu'ils ont trouvés dans le monastère. »

– U Khandu, un moine décrivant une attaque contre son monastère, le 27 septembre

« Nous avons si peur. Mes deux amis criaient fort et j'avais si peur que les soldats nous trouvent. Puis les informateurs ont montré l'herbe. Sept jeunes s'y cachaient. Ils se sont levés et ont couru, mais les soldats se sont mis à tirer dans leur dos. Ils ont juste fait six ou sept pas avant de tomber. Trois ou quatre des jeunes garçons qui avaient autour de 20 à 22 ans ont été abattus sur le champ. Les autres ont essayé de se sauver, mais ils ont été attrapés et emmenés dans les véhicules militaires. »

– Thazin Aye, décrivant les meurtres à l'école No.3 de Tamwe, le 27 septembre

« Après les avertissements, les soldats de la première rangée ont lancé des gaz lacrymogènes sur la foule. Cinq soldats tiraient les gaz lacrymogènes. Ils ont commencé à tirer immédiatement après l'avertissement. Les gens couraient dans toutes les directions. Vingt soldats sont parvenus à la barricade, ils l'ont escaladée et ils se sont mis à frapper les gens. Deux personnes sont mortes. ... Ce n'était pas comme dans les films. Quand les soldats frappaient ces gens, ils essayaient de les tuer. Ils les frappaient à la tête et à l'abdomen. Les soldats les ont tirés par les jambes par-dessus la barricade ... ils ont mis les deux corps à côté de leurs camions. »

– Zaw Zan Htike, décrivant un incident le 27 septembre au centre de Rangoun

« A ce moment-là, une fille ne savait pas si elle devait s'allonger ou se lever. Un policier anti émeute a frappé la fille sur le côté du visage avec sa matraque. La fille a perdu connaissance. Elle avait une vingtaine d'années, il y avait du sang qui ruisselait sur son visage et elle avait peut-être le crâne brisé. Je ne sais pas si elle est morte. Personne ne pouvait l'aider. Si nous levions la tête, ils nous frappaient et nous donnaient des coups de bottes. »

– Htun Kyaw Kyaw, décrivant les arrestations le 27 septembre

Si vous souhaitez commenter ce rapport, ou nous transmettre des informations supplémentaires, veuillez nous contacter par email : burma@hrw.org.

L'appel de Sarkozy à la junte birmane

TF1_ 1 novembre 2007

La France et le Royaume-Uni s'associent dans une lettre ouverte au régime de Rangoun : Nicolas Sarkozy et Gordon Brown ont lancé samedi dans le Herald Tribune un appel à la junte birmane pour qu'elle entame des discussions avec son opposition sur une transition vers la démocratie. Sinon, la Birmanie court le risque de "revenir au Moyen-Age", estiment le président français et le Premier ministre britannique.

"Coupée du monde extérieur, privée d'accès non seulement à la démocratie et au respect des droits de l'homme, mais aussi à une éducation suffisante et aux droits économiques fondamentaux, sa société est en plein désarroi", écrivent-ils. Pour les deux hommes, "les manifestations et protestations massives de ces derniers mois ont montré que le régime a poussé le peuple birman au-delà du point de rupture". Aussi, "il apparaît clairement aujourd'hui que le pays est emporté dans une spirale de pauvreté et de révolte", ajoutent le président et le Premier ministre. "La politique birmane est malsaine et doit aujourd'hui être transformée de manière urgente, pour le plus grand bien de toute la région."

"Il est temps que le régime lance un dialogue réel"

Sarkozy et Brown saluent l'appel à la conciliation et au dialogue lancé le 9 novembre par Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix et figure emblématique de l'opposition birmane. "Il est temps que le régime lance un dialogue réel", écrivent-ils. "A cet égard, il doit lever les restrictions appliquées aux contacts d'Aung San Suu Kyi, accorder une liberté d'action totale à l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, Ibrahim Gambari, et suivre les

recommandations du rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, Paulo Sergio Pinheiro."

Le régime birman "doit également entamer un vrai dialogue avec Aung San Suu Kyi, ainsi qu'avec les autres forces d'opposition et chefs de file des minorités ethniques", ajoutent-ils. Ce processus devra impliquer les principaux groupes politiques et ethniques du pays, soulignent Nicolas Sarkozy et Gordon Brown, qui estiment que les militaires eux-mêmes devront continuer à "jouer un rôle important dans le gouvernement futur", même si la dictature militaire doit prendre fin. Un allègement des sanctions internationales, notamment européennes, à l'encontre du régime birman, et une aide économique ne seront possibles "que si un signal clair indique qu'une véritable transformation est en cours, vers un nouveau gouvernement démocratique de la Birmanie".

Birmanie: L'appel des parlementaires français

JDD_30 novembre 2007

286 parlementaires français, tous bords confondus, ont lancé vendredi un appel solennel en faveur de la libération des prisonniers politiques en Birmanie. "Nous parlementaires français, désireux de manifester la solidarité de la France avec le peuple birman dans sa lutte pacifique pour les droits de l'homme et pour la démocratie, nous demandons solennellement la libération immédiate de l'ensemble des prisonniers politiques et nous appelons à la démocratisation du régime", énonce le texte élaboré à l'initiative du député UMP Axel Poniatowski, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, et de la sénatrice UMP Joëlle Garriaud-Maylam.

Chine/Myanmar : signature d'un mémorandum sur la coopération scientifique et technologique

Xinhua_30 novembre 2007

La Chine et le Myanmar ont signé jeudi un mémorandum de compréhension sur la coopération bilatérale dans le secteur de la science et de la technologie. Le document a été signé entre l'Association chinoise pour la science et la technologie (CAST) et le ministère de la Science et de la Technologie du Myanmar. Aux termes du document, les deux parties vont renforcer les échanges académiques dans le domaine de la science et de la technologie.

Total va faire des travaux sur ses installations en Birmanie

AFP_30 novembre 2007

Le groupe pétrolier français Total va effectuer des travaux sur ses installations du champ gazier de Yadana, en Birmanie, pour y mettre en place une "plateforme de compression", a-t-il annoncé jeudi. Cette annonce intervient après la publication dans The Mirror, journal birman contrôlé par la junte militaire au pouvoir, d'un article signalant la mise en place par le ministère de la Pêche d'une zone d'exclusion maritime dans le Golfe de Martaban (sud), où se trouve le champ de Yadana.

Le journal précise qu'il sera interdit à partir de début décembre à tout navire de pénétrer dans cette zone d'exclusion. Selon un porte-parole de Total, interrogé par l'AFP, "il s'agit sans doute d'une mesure de précaution et d'une décision temporaire". Il a ajouté que la mise en place d'une plateforme de compression, qui vient "en complément" des installations existantes, avait pour but de compenser la "déplétion" (baisse de production, ndlr) du champ.

Cette opération doit permettre à Total "de maintenir sa production et de répondre ainsi aux exigences de son contrat", a-t-il expliqué. Total est présent en Birmanie depuis 1992, sur le

champ gazier de Yadana, où il emploie 270 personnes et où il a produit en 2006 17,4 millions de mètres cube de gaz par jour, qui alimentent des centrales électriques en Thaïlande.